

# Bulletin de conjoncture économique et sociale

N°17 2ème Trimestre 2015

## SOMMAIRE

### I - CONJONCTURE 2

Les dernières données de conjoncture économique.

### II - ACTUALITES DEPARTEMENTALES 3

Les informations concernant la vie des entreprises, des projets d'aménagement et de développement économique du département.

### III - ZOOM TERRITORIAL 5

Présentation du profil économique et social d'un territoire. Dans ce numéro : Saint-Denis

### III - ZOOM SECTORIEL 8

Présentation des "Eco Activités" en Seine-Saint-Denis

### IV - CREATIONS ET DEFAILLANCES D'ENTREPRISES 11

Les chiffres de la création et des défaillances d'entreprises en Seine-Saint-Denis

### V - MARCHE DU TRAVAIL ET RSA 13

Les chiffres des demandeurs d'emploi des allocataires du RSA, le taux de chômage, et les cartographies par commune.

### VI - DEFINITION & CHIFFRES CLES 18

**I - CONJONCTURE NATIONALE ET MONDIALE** (Source : INSEE, ...)**LES SIGNES DEMEURENT CONTRADICTOIRES POUR LA CROISSANCE MONDIALE, COMME FRANÇAISE**

Le 1<sup>er</sup> trimestre 2015 montre des évolutions contraires de l'activité dans les principaux ensembles économiques et une croissance mondiale encore fragile. L'OCDE note par exemple un recul du PIB des économies du G20 à 0,7% (0,8% au trimestre précédent). Selon les analystes, l'activité mondiale devrait se raffermir au 2<sup>e</sup> trimestre et conserver cette dynamique tout au long du 2<sup>e</sup> semestre 2015. Néanmoins, le climat conjoncturel demeurerait très contrasté au niveau mondial : favorable dans les pays avancés et dégradé dans les pays émergents. Et toujours, sous la menace d'une possible crise en zone euro en proie au problème de la dette grecque, mais aussi de l'explosion de la bulle financière en Chine.

La zone euro constitue un pôle moteur de la croissance mondiale au 1<sup>er</sup> trimestre 2015. Allemagne exceptée (en ralentissement depuis fin 2014), ses principales économies ont enregistré un regain d'activité. Avec +0,3% de croissance, l'Italie connaît sa meilleure performance en 4 ans. La croissance espagnole est également à un niveau haut (+0,9%), soutenue par la consommation des ménages due au recul du chômage. La France aussi commence l'année sur une note positive avec + 0,6% de croissance. L'activité dans la zone euro bénéficie d'une demande intérieure solide, soutenue par la baisse du prix du pétrole et la dépréciation de l'euro par rapport aux principales monnaies. Cette tendance se poursuivrait au second trimestre et se renforcerait au 2<sup>e</sup> semestre.

Le ralentissement aux Etats-Unis, annoncé dans les prévisions de début d'année, a été constaté dans les résultats publiés pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2015. L'économie américaine a reculé (-0,2%) à cause notamment d'un hiver très froid. Les analystes s'accordent néanmoins sur la solidité des fondamentaux de l'activité aux Etats-Unis, qui devrait rebondir au 2<sup>e</sup> trimestre. L'économie britannique a également enregistré un recul (+0,3% au 1<sup>er</sup> trimestre après +0,5% au 2<sup>e</sup> semestre 2014). Le Japon de son côté a accéléré à +1% (+0,3% au 2<sup>e</sup> semestre 2014). A quelques exceptions près, cette situation se traduit également par une réelle amélioration de l'emploi dans les pays avancés.

A l'inverse, les pays émergents pris globalement, continuent de connaître un climat économique dégradé. La demande intérieure reste déprimée en Russie et au Brésil. En Chine, le recul des investissements a alimenté un nouveau ralentissement de la croissance, à +1,3% (+1,5% au 4<sup>e</sup> trimestre 2014). Seule l'Inde tire son épingle du jeu parmi les grands pays émergents.

L'activité a rebondi en France au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 (+0,6%). C'est un résultat supérieur à l'anticipation (+0,4%) de la Note de conjoncture de mars 2015 de l'Insee. Ce rebond s'explique notamment par le dynamisme de la production manufacturière et une hausse de la consommation en énergie. L'Insee s'attend à une croissance relativement soutenue tout au long de l'année, pour atteindre +1,2% fin 2015. Mais cette croissance ne permettrait pas de faire reculer le chômage, ne s'appuyant pas sur un véritable regain de l'investissement des entreprises et des ménages.

| Tendances favorables   | Tendances défavorables   |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Baisse des prix du pétrole et du cours des matières premières;</li> <li>- Rebond de l'activité en zone euro ;</li> <li>- Montée en régime des politiques publiques d'emplois (CICE, emplois d'avenir, contrats aidés).</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hausse attendue des demandeurs d'emploi fin du mois (DEFM) au moins jusqu'en mi-2015 au niveau national;</li> <li>- Poursuite de la hausse des DEFM en Seine-Saint-Denis ;</li> <li>- Tensions sur la demande mondiale à cause des facteurs économiques (crise de la dette grecque, marchés financiers chinois...) et politiques..</li> </ul> |

## II - ACTUALITES DEPARTEMENTALES

### ENTREPRISES & SANTE : DEVELOPPEMENT DES ACTEURS INNOVANTS ET TRADITIONNELS

#### ***Le « bio cluster » Biocitech sur la voie d'une nouvelle dimension***

Début juin 2015, le parc technologique Biocitech de Romainville a vu l'inauguration de l'immeuble Galien, après sept mois de travaux de rénovation. Cette opération a été entreprise dans l'objectif de permettre le regroupement dans le même bâtiment de l'ensemble des entités de la société Galapagos, auparavant disséminées dans différents bâtiments du site. Elle traduit la volonté d'atteindre une nouvelle dimension de ce parc d'activité spécialisé dans l'accueil des entreprises innovantes du secteur de la santé et des biotechnologies. Biocitech est avec le Genopole d'Evry et Paris Biopark à Paris, l'un des trois grands sites franciliens dédiés aux entreprises de recherche dans la santé et la biotechnologie. Le parc de 20 000 m<sup>2</sup> de bureaux et laboratoires, anciennement propriété du groupe pharmaceutique Sanofi, a été acquis en 2013 par la Caisse des dépôts, qui ambitionne de le développer pour passer d'une trentaine d'entreprises résidentes actuellement à 50 en 2016, voire pour pouvoir offrir jusqu'à 50 000 m<sup>2</sup> supplémentaires à terme.

Biocitech présente la caractéristique d'être un parc d'activité permettant à ses locataires de faire face à leurs problèmes de croissance. La biotech belge Galapagos, plus grand locataire du site avec 130 salariés, a pu emménager dans des locaux dotés d'équipements de pointe, répondant à l'évolution de son activité. L'entreprise spécialisée dans l'identification de nouvelles cibles thérapeutiques, principalement dans le domaine des maladies des os et des articulations, a signé un bail de longue durée et occupera désormais le tiers de la surface du site. De même, l'entreprise Métabolium installée sur le site depuis 2003, a pu déménager quatre fois sans changer d'adresse, au gré de l'évolution de ses besoins. Le parc de Romainville offre également à ses locataires un environnement stimulant, favorable aux échanges et partenariats entre entreprises évoluant dans le même univers. D'où son succès, illustré par une demande de surfaces en augmentation ces dernières années. Le bilan des implantations en 2014 enregistre ainsi 7 entreprises supplémentaires comparativement à l'année 2013.

#### ***L'Hôpital européen Paris-la Roseraie reprend son développement***

L'Hôpital européen Paris-la-Roseraie d'Aubervilliers est sorti de la procédure de redressement judiciaire le 22 mai dernier. A peine une semaine après cet événement, le propriétaire de l'établissement, le groupe italien Gruppo Villa Maria (GVM), inaugurait les nouveaux locaux de la polyclinique et annonçait le lancement d'importants travaux de reconstruction du grand bâtiment laissé vacant par le déménagement de celle-ci. L'un des plus importants établissements hospitaliers du département, qui bien que privé, est sous contrat avec l'Etat et la Sécurité sociale et assure la même prise en charge que les hôpitaux publics, n'est donc plus sous la menace d'une fermeture et même, entame une nouvelle phase de développement. L'établissement qui compte environ 650 salariés -dont près de 150 médecins - voire un millier si l'on prend en compte les intervenants extérieurs, est une pièce importante du dispositif de santé de la Seine-Saint-Denis. L'hôpital enregistre environ 40 000 passages aux urgences et 1 300 naissances par an. La polyclinique accueille près de 1 500 patients par jour dont la moitié bénéficie de la CMU ou de l'Aide médicale d'Etat. C'est également l'une des rares cliniques à proposer de la neurochirurgie.

Le propriétaire de l'établissement, l'italien GVM, compte investir 60 millions d'euros pour reconstruire le bâtiment libéré par le déménagement de la polyclinique. Celui-ci sera entièrement détruit. Un nouveau bâtiment de huit

étages et quatre niveaux de sous-sol devrait voir le jour à la place. Le chantier plusieurs fois repoussé, devrait démarrer début 2016. Cette opération devrait donc aboutir à minima à une consolidation de l'offre de soins de santé en Seine-Saint-Denis, territoire par ailleurs sous médicalisé comparativement aux autres départements franciliens.

## FILIERES - SECTEURS D'ACTIVITE : RENFORCEMENT DES METIERS D'ART ET DU COMMERCE DE NICHE

### ***Textile-habillement-mode : la Seine-Saint-Denis, territoire privilégié des métiers du luxe***

Après avoir installé en 2012, 300 salariés de son pôle recherche et développement du secteur parfum et produits de beauté dans un nouvel immeuble de 30 000 m<sup>2</sup>, au bord du canal de l'Ourcq à Pantin, la maison de haute couture Chanel, investit une nouvelle ville du département. Dès le mois d'août, l'entreprise déménage trois de ses ateliers dans l'ancienne manufacture des allumettes à Aubervilliers. Deux de ces ateliers sont transférés de Paris : le bottier Massaro et le plisseur Maison Lognon. Le troisième, le chapelier La Maison Michel, quitte ses installations à Pantin pour rejoindre ce nouveau pôle d'activité destiné à l'artisanat haut de gamme. Présent en Seine-Saint-Denis - à Pantin - depuis 1891 à travers sa filiale Bourjois, l'entreprise avec cette opération, étend et renforce son ancrage sur le territoire. Elle contribue du même coup à davantage positionner le département à l'avant-garde des territoires privilégiés pour l'implantation des spécialistes des métiers d'art. Le maroquinier Hermès y a récemment ouvert sa Cité des métiers (à Pantin en 2014) et inauguré un espace de 8 000 m<sup>2</sup> destiné à la présentation de ses produits et savoir-faire (showroom). La maison des Compagnons du Devoir et du Tour de France a également implanté à Pantin, sa troisième résidence pour apprentis francilienne. Il s'agit d'une résidence de 110 chambres, où seront hébergés dès la rentrée de septembre, 260 jeunes, formés pour devenir l'élite des métiers des matériaux « souples » (cordonnerie, maroquinerie, tapisserie...). Leur débouché naturel étant les ateliers de métiers d'art.

### ***Commerce : transformation du marché aux puces***

Le marché aux puces de Saint-Ouen, autre grand espace commercial du département mais également haut lieu du tourisme parisien, se transforme graduellement et enregistre de plus en plus de boutiques de grandes enseignes nationales. Les marchés d'antiquités Serpette et Paul-Bert, qui représentent près de 400 boutiques sur les 1 200 du site, livrent progressivement leur nouveau visage, après un an de travaux de rénovation. L'objectif du nouveau propriétaire de ces espaces est de leur donner un cachet plus haut de gamme. De nombreuses boutiques de ces marchés axés sur les thématiques de la décoration et de l'art contemporain, recourent désormais aux designers, dont certains parmi les plus célèbres tel : Jean-Michel Wilmotte, pour une scénarisation des espaces de vente. Par ailleurs, des événements culturels seront désormais proposés dans ces espaces. Les toits de Paul-Bert et Serpette accueilleront par exemple une œuvre lumineuse de l'artiste Félicie D'Estienne d'Orves, dans le cadre de la Nuit blanche en octobre prochain.

Mais la transformation des puces de Saint-Ouen se traduit également par l'implantation de boutiques d'enseignes nationales du commerce. Après Habitat, enseigne spécialisée dans la vente de meubles et décorations, qui a ouvert un magasin dédié aux produits anciens (vintage), c'est l'enseigne Chevignon (fabrication et vente de vêtements en cuir) du groupe Vivarte qui y a ouvert une boutique en juin dernier.

### III - ZOOM TERRITORIAL

#### LA COMMUNE DE SAINT-DENIS

Située au Nord Est de Paris, la commune de Saint-Denis est économiquement la plus importante du département de la Seine-Saint-Denis avec plus de 14% de l'emploi total au lieu de travail. C'est également l'une des communes les plus dynamiques du territoire puisque, en 2 décennies, elle a gagné plus de 25 000 emplois et a accueilli de nombreuses entreprises de renom international comme ARCELOR MITAL, VEDIORBIS, la SNCF, SFR.... Ce développement économique florissant contraste avec une forte demande sociale illustrée par un taux de chômage qui dépasse 23% (taux de chômage recensement) et un nombre d'allocataires du RSA qui approche 8 700.

Démographiquement la plus importante également, elle présente un profil sensiblement différent de celui de la moyenne départementale. Selon l'enquête annuelle du recensement de l'Insee, la commune de Saint-Denis est passée de 100 800 habitants en 2007 à 108 274 en 2012 soit une progression de 7,66% en 5 ans ce qui correspond à un gain moyen annuel de 1 495 habitants.

La ville de Saint-Denis est membre de la communauté d'agglomération "Plaine-Commune".

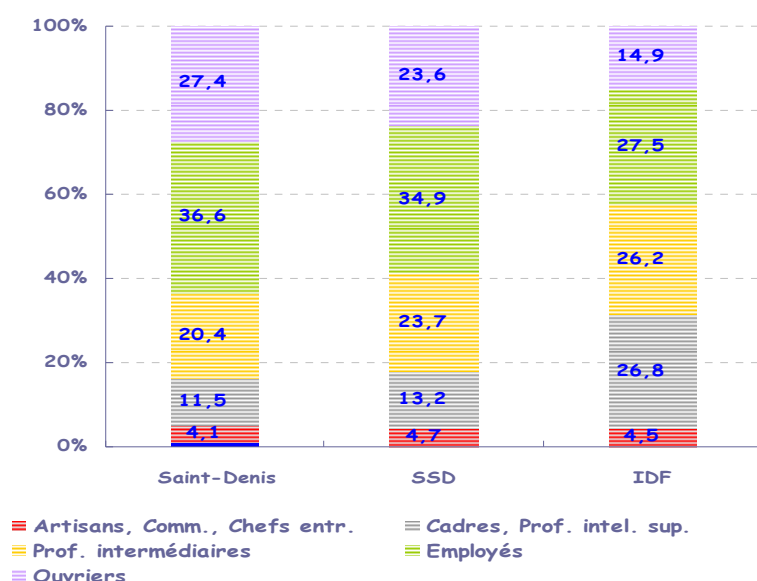
#### Population, Activité, Emploi et Chômage

Une commune qui affiche un taux de chômage 2 fois plus important que la moyenne Francilienne

| Libellé géographique | Pop 15-64 ans en 2012 | Actifs 15-64 ans en 2012 | Chômeurs 15-64 ans en 2012 | Inactifs 15-64 ans en 2012 | Emplois salariés au Lieu de Travail en 2012 | Taux d'emploi en 2012 | Taux de chômage 15-64 ans en 2012 |
|----------------------|-----------------------|--------------------------|----------------------------|----------------------------|---|-----------------------|-----------------------------------|
| Saint-Denis          | 72 844                | 53 865                   | 12 763                     | 18 980                     | 77 971                                      | 56,4                  | 23,7                              |
| Seine-Saint-Denis    | 1 021 478             | 746 034                  | 131 818                    | 275 444                    | 546 032                                     | 60,1                  | 17,7                              |
| Poids ville/SSD      | 7,1                   | 7,2                      | 9,7                        | 6,9                        | 14,3  | -                     | -                                 |
| Île de France        | 7 986 762             | 6 042 846                | 706 636                    | 1 943 916                  | 5 660 253                                   | 66,8                  | 11,7                              |

Source : Insee, RP2012 exploitation principale.

Répartition des actifs âgés de 15/64 ans selon les CSP dans les entités géographiques en 2012 (Source : Insee, RP 2012)



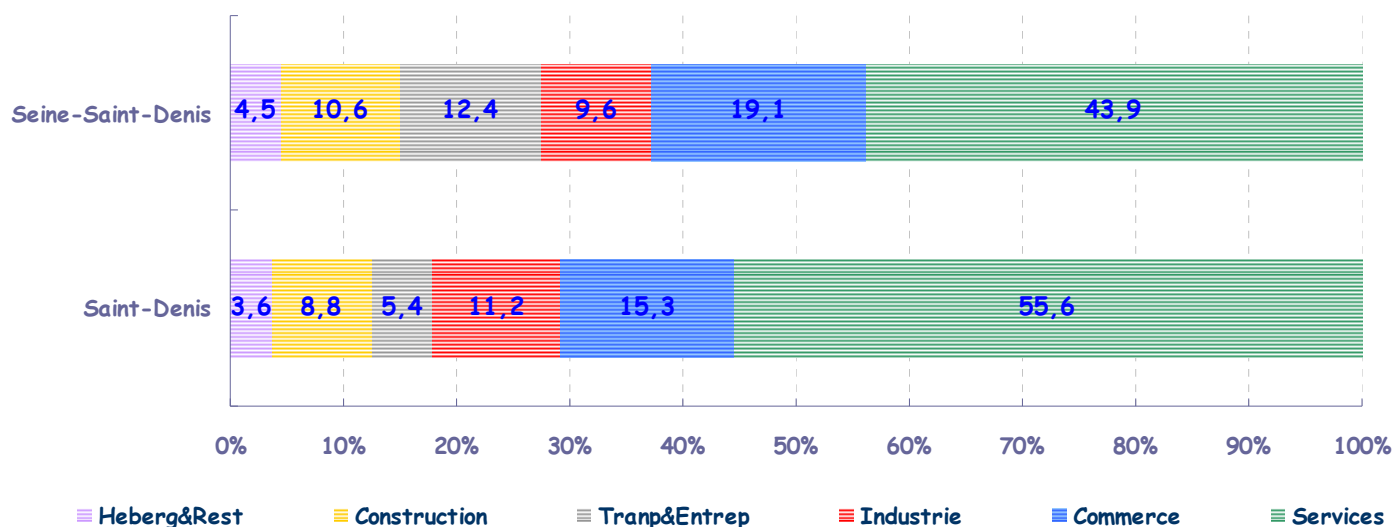
Les catégories socioprofessionnelles de la commune de Saint-Denis présentent des différences notables comparativement à celles de la Seine-Saint-Denis et de l'Île-de-France.

Ainsi la ville compte moins de cadres (11,5%) que le département (13,2%) mais plus d'ouvriers (27,4% contre 23,6%)

Par rapport à la région, les différences sont encore plus marquées. 11,5% contre 26,9% en ce qui concerne les cadres et 27,2% contre 14,9% pour les ouvriers.

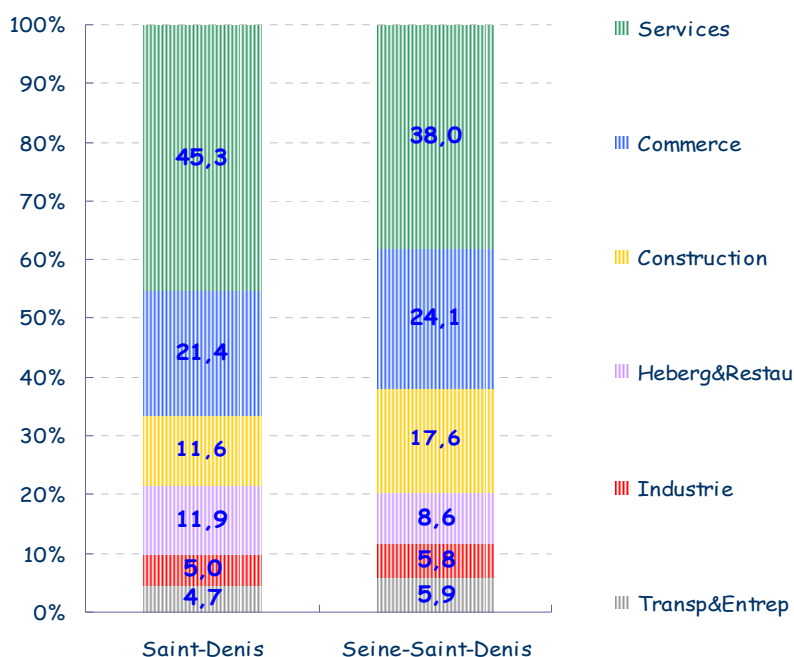
## Une économie largement dominée par les "Services", près de 56% des emplois privés de la commune

Comparaison des effectifs salariés privés selon les secteurs d'activités et les entités géographiques (Acoess 2013)



L'économie de la ville de Saint-Denis est largement dominée par les Services. En 2013, près de 56% des emplois de la commune sont concentrés dans ce secteur d'activité. De manière plus générale, la commune de Saint-Denis présente un profil différent de celui du département notamment dans le secteur des services qui compte proportionnellement plus d'effectifs salariés (+11,7 points). Dans les Transports et le Commerce la situation est inverse. Le nombre de salariés est plus élevé au niveau département. Les écarts s'élèvent respectivement à -7 points et - 3,7 points.

Comparaison du nombre d'établissements (en%) selon les secteurs d'activités et les entités géographiques (Acoess 2013)

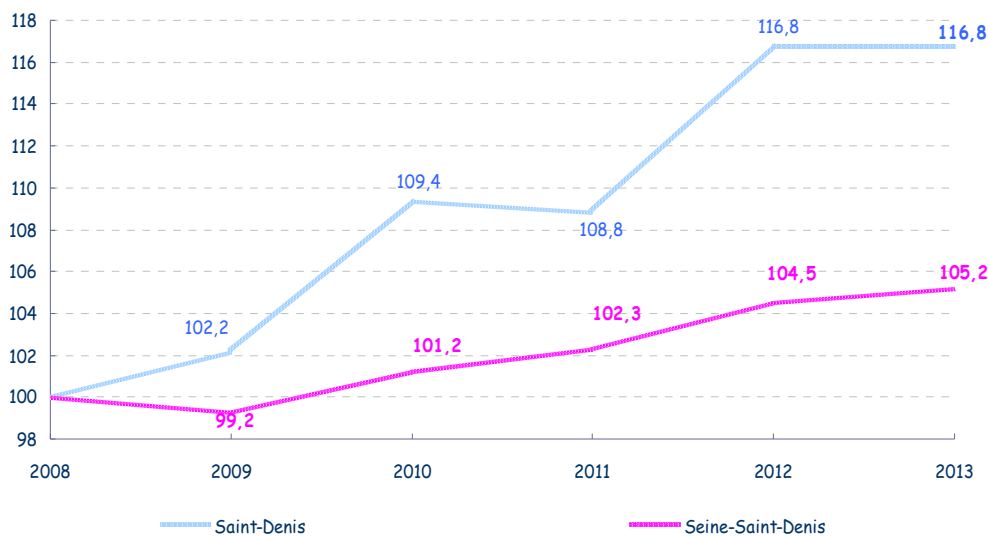


Concernant les établissements, les deux territoires présentent des disparités relativement atténuées. Les plus importantes s'observent toujours au niveau des Services, où le nombre d'établissements de ce secteur est plus élevé à Saint-Denis que dans le Département (45,5% contre 38%). A l'inverse, la part des établissements dans le secteur de la construction est moindre à Saint-Denis (11,6%) que celle observée en Seine-Saint-Denis (17,6%).



## Une évolution de l'emploi salarié privé 3 fois plus importante à Saint-Denis (+17%) que celle observée au niveau départemental (+5%)

Evolution des effectifs salariés privés de la commune de Saint-Denis et de la Seine-Saint-Denis de 2008 à 2013 en indice base 100 de l'année 2008



Source : Acoiss

Depuis 2008, l'effectif salarié du secteur privé dans la commune de Saint-Denis est régulièrement à la hausse, sauf en 2011 où l'on observe un léger fléchissement et en 2013, une stagnation. Entre 2008 et 2013, les effectifs salariés ont progressé de +16,8%.

Au niveau du département, au cours de la même période, on observe une croissance de moindre ampleur mais quasi continue avec toutefois un léger ralentissement depuis 2012 (+5,2%).

## Une croissance de l'emploi salarié privé dans tous les secteurs d'activité à l'exception de l'Industrie.

| Secteurs d'activité                                | 2008     |       | 2013     |       | Evolution 2008/2013 |       |
|--|----------|-------|----------|-------|---------------------|-------|
|  | Effectif | Pourc | Effectif | Pourc | Effectif            | Pourc |
| Industrie  | 7 322    | 13,2  | 7 293    | 11,2  | -29                 | -0,4  |
| Construction                                       | 5 307    | 9,5   | 5 709    | 8,8   | 402                 | 7,6   |
| Commerce réparation d'automobiles et de motocycles | 8 093    | 14,6  | 9 970    | 15,3  | 1 877               | 23,2  |
| Hébergement & Restauration                         | 1 970    | 3,5   | 2 361    | 3,6   | 391                 | 19,8  |
| Transports et entreposage                          | 1 431    | 2,6   | 3 539    | 5,4   | 2 108               | 147,3 |
| Services   | 31 537   | 56,7  | 36 118   | 55,6  | 4 581               | 14,5  |
| Ensemble des Secteurs                              | 55 660   | 100,1 | 64 990   | 100,0 | 9 330               | 16,8  |

Source : Acoiss

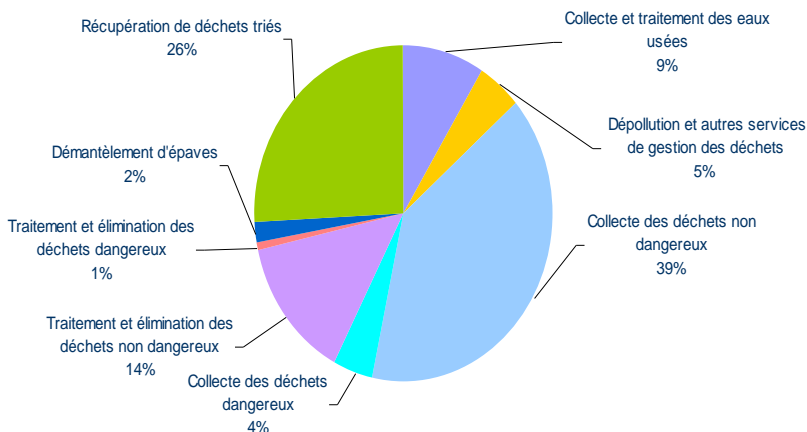
L'évolution selon les secteurs d'activité montre qu'en dehors de l'Industrie tous les secteurs d'activité à Saint-Denis sont en progression. Dans le secteur des Transports, les effectifs salariés ont plus que doublé (+147%), tandis qu'ils augmentaient dans le "Commerce" de +23,2%, dans "l'Hébergement & Restauration" de +19,8%, dans les "Services" de 14,5% et dans la construction de 7,6%. L' "Industrie" quant à elle est en quasi stagnation (recul de 0,4%). Entre 2008 et 2013 à 2008, la commune a gagné globalement 9 330 emplois soit une croissance moyenne annuelle de 3,4%.

## IV - ZOOM SECTORIEL

### ZOOM SUR LE « CŒUR » DE LA FILIERE DES ECO-ACTIVITES EN SEINE-SAINT-DENIS

En 2013, le « cœur » des éco-activités regroupe 118 établissements comptant environ 3 340 salariés en Seine-Saint-Denis répartis comme suit au sein des branches d'activités qui le composent (Source : AcoSS - secteur privé, Insee)

Répartition des salariés par secteur d'activité du "cœur" des éco-activités en Seine-Saint-denis en 2013

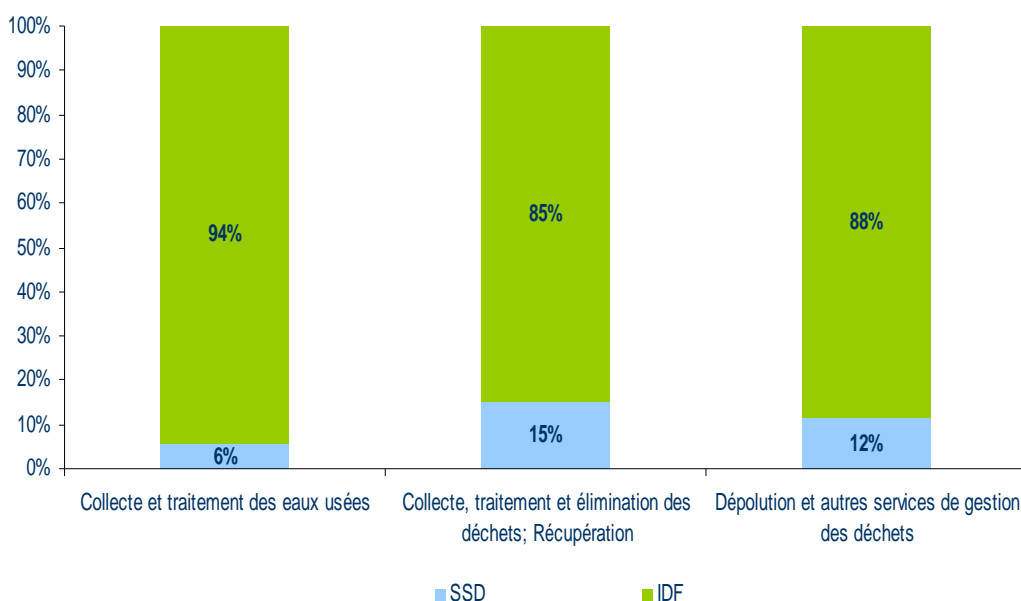


### Une sur représentation des activités du « cœur » de l'économie verte en Seine-Saint-Denis en 2013

Ces 3340 salariés du « cœur » des éco-activités en Seine-Saint-Denis représentent 13% de l'emploi régional du secteur. Pour l'ensemble des secteurs d'activités, les effectifs départementaux représentent 10% des effectifs régionaux. Ceci revient principalement à la présence importante de la partie « collecte, traitement et élimination des déchets; récupération ».

Poids de la Seine-saint-Denis dans l'emploi salarié en Ile-de-France par grands secteurs d'activités du "cœur" de l'économie verte en 2013

Cette sur représentation est également vérifiée en termes d'établissements : 10% des établissements d'Ile-de-France en Seine-Saint-Denis, mais 15% des établissements du « cœur » des éco-activité (118 sur 814).



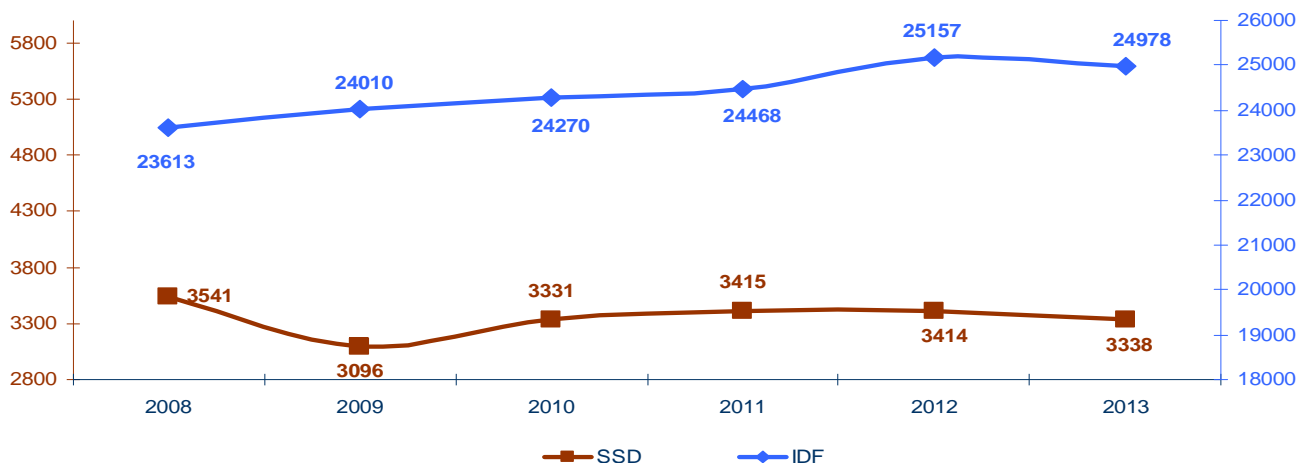


## Un poids important mais une faible dynamique depuis la fin des années 2000

Une dynamique départementale quasiment à contre courant de la dynamique régionale dans le cœur des éco-activités depuis 2008, notamment concernant l'emploi. Entre 2008 et 2013, la Seine-Saint-Denis perd 203 emplois dans le « cœur » des éco-activités alors que la région y enregistre un gain de 1165 emplois.

Quant aux établissements, la Seine-Saint-Denis enregistre 2 établissements supplémentaires sur la période, contre 96 au niveau régional.

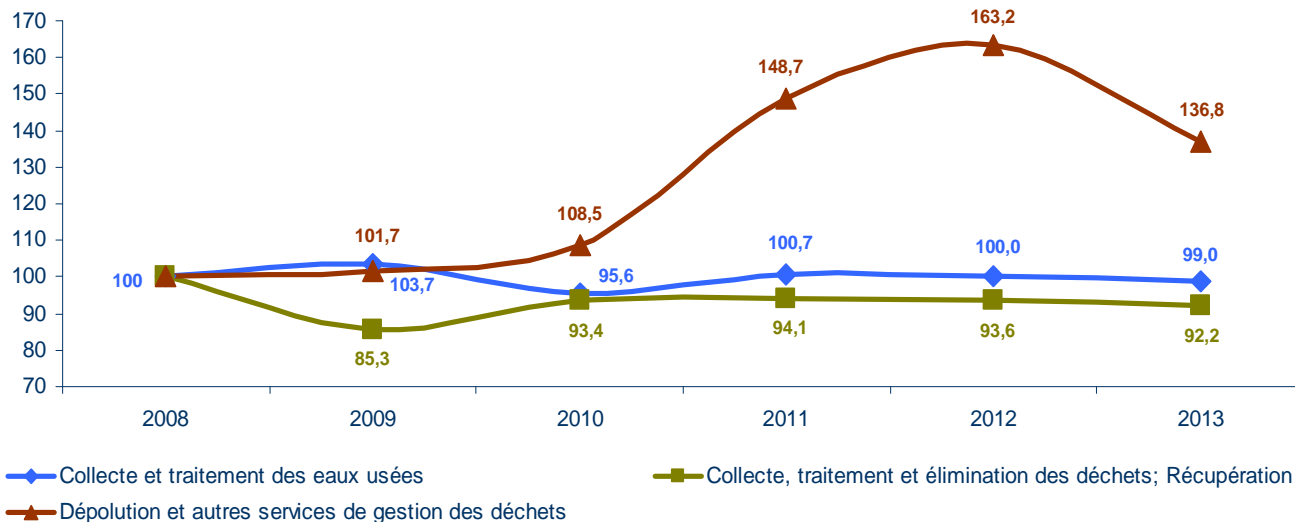
Evolution des effectifs salariés du "cœur" de l'économie verte en Seine-Saint-Denis et en Ile-de-France de 2008 à 2013

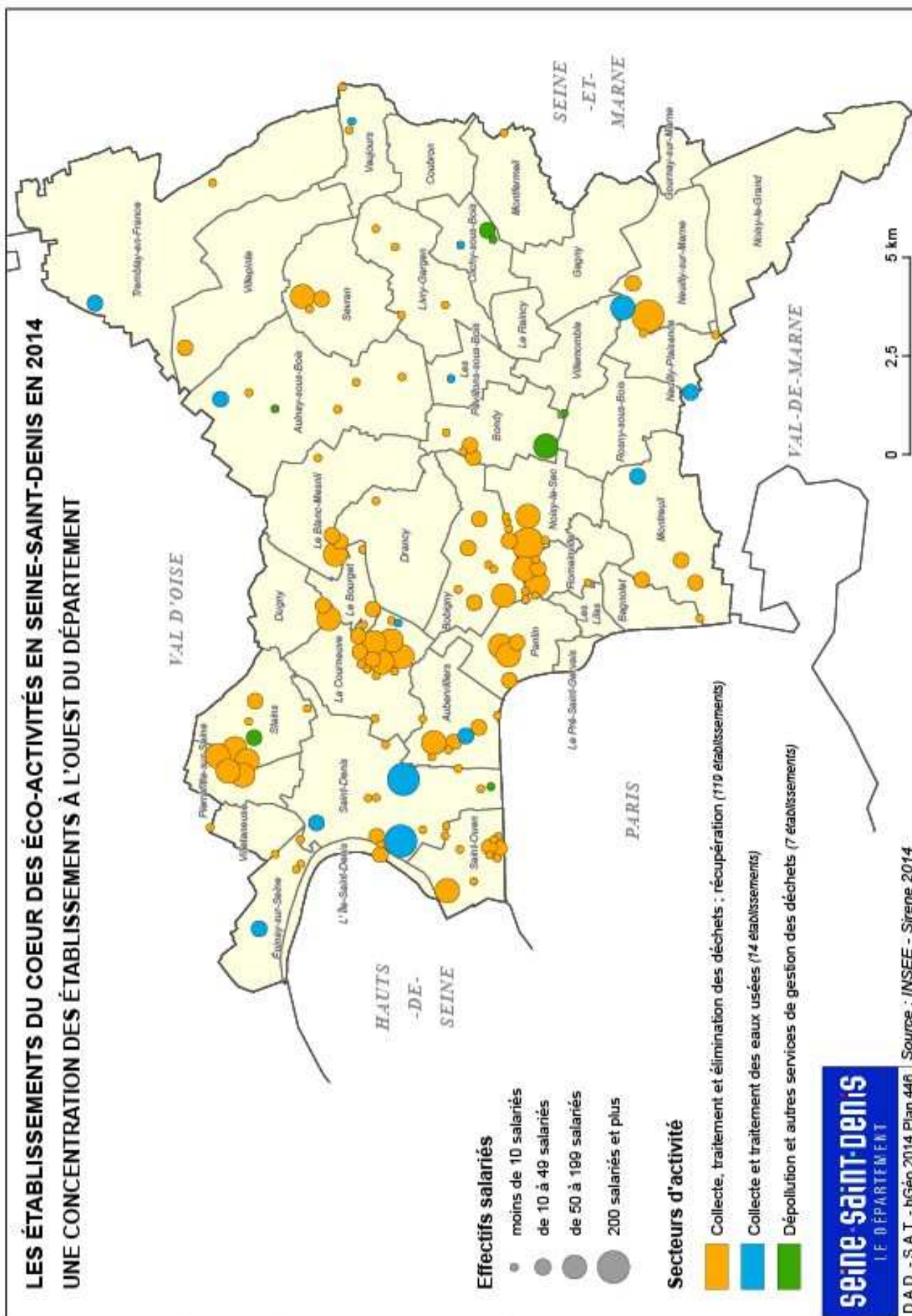


L'emploi départemental subit les mauvaises performances de la principale branche du « cœur » des éco-activités à savoir: « Collecte, traitement et élimination des déchets; Récupération ».

Les 2 autres branches (« collecte et traitement des eaux usées » et « dépollution et autres services de gestion des déchets ») présentent une dynamique en demie teinte dans le département, ne parvenant pas à compenser les emplois perdus par le premier.

Evolution (en %) des effectifs salariés par grands secteurs du "cœur" de l'économie verte en Seine-Saint-Denis entre 2008 et 2013  
(Base 100: 2008)





## V - CREATIONS ET DEFAILLANCES D'ENTREPRISES (Source : Insee)

### Les créations d'entreprises hors régime auto entrepreneurs : Une dynamique plus favorable en Seine-Saint-Denis

| Département              | 2014                      |                          |                          |                          | 2015                      | Evolution en % 2014/2015 |                            |
|--------------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------|----------------------------|
|                          | 1 <sup>er</sup> trimestre | 2 <sup>e</sup> trimestre | 3 <sup>e</sup> trimestre | 4 <sup>e</sup> trimestre | 1 <sup>er</sup> trimestre | Evolution sur un an      | Evolution sur un trimestre |
| Paris                    | 7175                      | 6356                     | 5609                     | 7205                     | 7358                      | 2,6                      | 2,1                        |
| Seine-et-Marne           | 1391                      | 1241                     | 1149                     | 1260                     | 1514                      | 8,8                      | 20,2                       |
| Yvelines                 | 1376                      | 1246                     | 1153                     | 1394                     | 1578                      | 14,7                     | 13,2                       |
| Essonne                  | 1423                      | 1126                     | 1066                     | 1206                     | 1380                      | -3,0                     | 14,4                       |
| Hauts-de-Seine           | 2328                      | 1975                     | 1877                     | 2328                     | 2403                      | 3,2                      | 3,2                        |
| <b>Seine-Saint-Denis</b> | <b>2401</b>               | <b>1990</b>              | <b>1855</b>              | <b>2213</b>              | <b>2529</b>               | <b>5,3</b>               | <b>14,3</b>                |
| Val-de-Marne             | 1613                      | 1540                     | 1369                     | 1655                     | 1681                      | 4,2                      | 1,6                        |
| Val-d'Oise               | 1445                      | 1179                     | 1074                     | 1331                     | 1533                      | 6,1                      | 15,2                       |
| <b>IDF</b>               | <b>19152</b>              | <b>16653</b>             | <b>15152</b>             | <b>18592</b>             | <b>19976</b>              | <b>4,3</b>               | <b>7,4</b>                 |

Selon les données publiées par l'Insee, la dynamique des créations d'entreprises hors régime auto entrepreneur est plus forte en Seine-Saint-Denis que la moyenne régionale. Sur une année, ces données montrent une progression de 5,3% au niveau départemental contre 4,3% au niveau régional; Sur le dernier trimestre, l'écart est encore plus marquée : 14,3% contre 7,4%

### Les créations sous le régime d'auto d'entrepreneurs : Forte baisse (-20,4%) en Seine-Saint-Denis au 1<sup>er</sup> trimestre 2015

| Département              | 2014                      |                          |                          |                          | 2015                      | Evolution en % 2014/2015 |                            |
|--------------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------|----------------------------|
|                          | 1 <sup>er</sup> trimestre | 2 <sup>e</sup> trimestre | 3 <sup>e</sup> trimestre | 4 <sup>e</sup> trimestre | 1 <sup>er</sup> trimestre | Evolution sur un an      | Evolution sur un trimestre |
| Paris                    | 5738                      | 5041                     | 5072                     | 6131                     | 5637                      | -1,8                     | -8,1                       |
| Seine-et-Marne           | 1617                      | 1374                     | 1418                     | 1558                     | 1343                      | -16,9                    | -13,8                      |
| Yvelines                 | 1898                      | 1581                     | 1764                     | 2024                     | 1801                      | -5,1                     | -11,0                      |
| Essonne                  | 1487                      | 1307                     | 1305                     | 1487                     | 1243                      | -16,4                    | -16,4                      |
| Hauts-de-Seine           | 2647                      | 2239                     | 2369                     | 2921                     | 2683                      | 1,4                      | -8,1                       |
| <b>Seine-Saint-Denis</b> | <b>2179</b>               | <b>2003</b>              | <b>1856</b>              | <b>2508</b>              | <b>1997</b>               | <b>-8,4</b>              | <b>-20,4</b>               |
| Val-de-Marne             | 1909                      | 1692                     | 1644                     | 1998                     | 1758                      | -7,9                     | -12,0                      |
| Val-d'Oise               | 1467                      | 1262                     | 1242                     | 1454                     | 1267                      | -13,6                    | -12,9                      |
| <b>IDF</b>               | <b>18942</b>              | <b>16499</b>             | <b>16670</b>             | <b>20081</b>             | <b>17729</b>              | <b>-6,4</b>              | <b>-11,7</b>               |

Quant aux données concernant les créations d'entreprises sous le régime d'auto entrepreneur, elles montrent une baisse plus importante en Seine-Saint-Denis qu'en Île de France quelle que soit la période prise en considération (-8,4% sur un an et -20,4% au premier trimestre 2015).

## LES DEFAILLANCES D'ENTREPRISES DANS LES DEPARTEMENTS FRANCILIENS

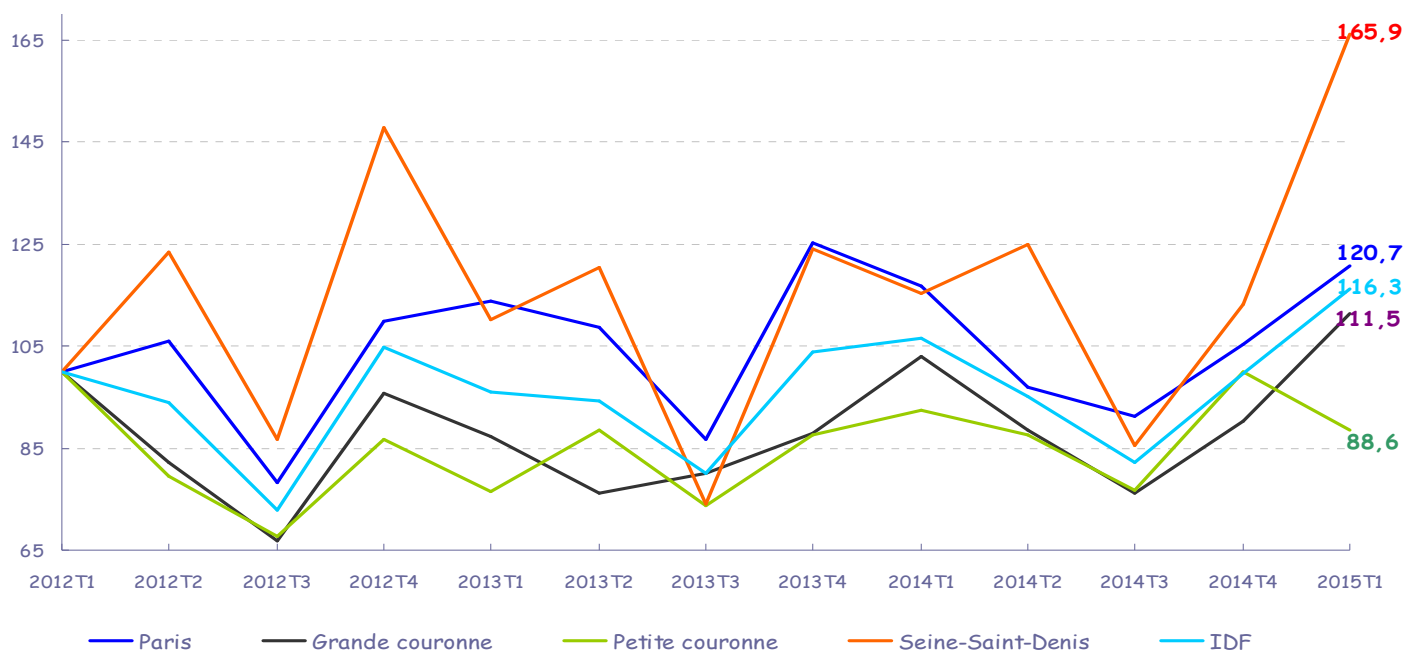
**Forte hausse des défaillances d'entreprises en IDF (+16,8%) notamment en Essonne (+52%) et en Seine-Saint-Denis (+46,5%) au 1<sup>er</sup> trimestre 2015.**

| Département              | 2014                      |                          |                          |                          | 2015                      | Evolution en % 2014/2015 |                            |
|--------------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------------|----------------------------|
|                          | 1 <sup>er</sup> trimestre | 2 <sup>e</sup> trimestre | 3 <sup>e</sup> trimestre | 4 <sup>e</sup> trimestre | 1 <sup>er</sup> trimestre | Evolution sur un an      | Evolution sur un trimestre |
| Paris                    | 1103                      | 915                      | 863                      | 994                      | 1141                      | 3,4                      | 14,8                       |
| Seine-et-Marne           | 310                       | 276                      | 270                      | 288                      | 324                       | 4,5                      | 12,5                       |
| Yvelines                 | 274                       | 223                      | 224                      | 247                      | 324                       | 18,2                     | 31,2                       |
| Essonne                  | 275                       | 219                      | 164                      | 206                      | 313                       | 13,8                     | 51,9                       |
| Hauts-de-Seine           | 300                       | 299                      | 230                      | 361                      | 295                       | -1,7                     | -18,3                      |
| <b>Seine-Saint-Denis</b> | <b>426</b>                | <b>462</b>               | <b>316</b>               | <b>419</b>               | <b>614</b>                | <b>44,1</b>              | <b>46,5</b>                |
| Val-de-Marne             | 273                       | 244                      | 246                      | 259                      | 255                       | -6,6                     | -1,5                       |
| Val-d'Oise               | 298                       | 276                      | 197                      | 272                      | 292                       | -2,0                     | 7,4                        |
| IDF                      | 3259                      | 2914                     | 2510                     | 3046                     | 3558                      | 9,2                      | 16,8                       |

Le nombre de défaillances d'entreprise est à un niveau très élevé en Seine-Saint-Denis. Sur une année la progression enregistrée atteint plus de 44% et sur les 3 premiers mois de 2015, elle s'élève à 46,6%.

Si l'on prend en compte une période plus longue (depuis le 1er trimestre 2012), on observe une évolution en dent de scie avec une très forte accélération à la hausse depuis le troisième trimestre 2014.

Evolution trimestrielle du nombre de défaillances d'entreprises en IDF entre 2012 et 2015 en indice base 100 de l'année 2012



\*Champ : créations d'entreprises de l'ensemble des activités marchandes non agricoles (ou champ de l'industrie, du commerce et de l'ensemble des services). Ce champ inclut à partir du 1er janvier 2009 les sociétés civiles et les activités financières, les activités de location de biens immobiliers et des catégories juridiques marginales dont certains établissements publics administratifs (par exemple : les établissements pour personnes âgées ou services d'aide à la personne qui dépendent de la commune).

## VI - MARCHÉ DU TRAVAIL (Source : Direccte Ile-de-France)

### 7,8% d'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en Seine-Saint-Denis : Mai 2014/Mai 2015

| Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois en catégorie A et ABC (source : Pôle Emploi ; Dares) |           |           |                  |             |             |             |                |
|--|-----------|-----------|------------------|-------------|-------------|-------------|----------------|
| Données CVS  | MAI       | Avril     | Mai              | variation % | variation % | % -25 ans   | % durée > 1 an |
|  | 2014      | 2015      | 2015             | 1 mois      | 1 an        | avr-15      | avr-15         |
| <b>Seine-Saint-Denis</b>   |           |           |                  |             |             |             |                |
| Catégorie A  | 114 210   | 120 140   | <b>121 510</b>   | 1,1         | 6,4         | <b>11,9</b> |                |
| Catégories ABC   | 152 160   | 162 170   | <b>163 970</b>   | 1,1         | 7,8         | <b>11,0</b> | <b>43,7</b>    |
| <b>Ile-de-France</b>   |           |           |                  |             |             |             |                |
| Catégorie A  | 640 690   | 667 680   | <b>675 730</b>   | 1,2         | 5,5         | <b>11,5</b> |                |
| Catégories ABC   | 890 270   | 941 180   | <b>951 410</b>   | 1,1         | 6,9         | <b>10,7</b> | <b>43,1</b>    |
| <b>France métropolitaine</b>   |           |           |                  |             |             |             |                |
| Catégorie A  | 3 383 700 | 3 536 000 | <b>3 552 200</b> | 0,5         | 5,0         | <b>14,4</b> |                |
| Catégories ABC   | 5 018 100 | 5 344 600 | <b>5 414 200</b> | 1,3         | 7,9         | <b>14,3</b> | <b>43,7</b>    |

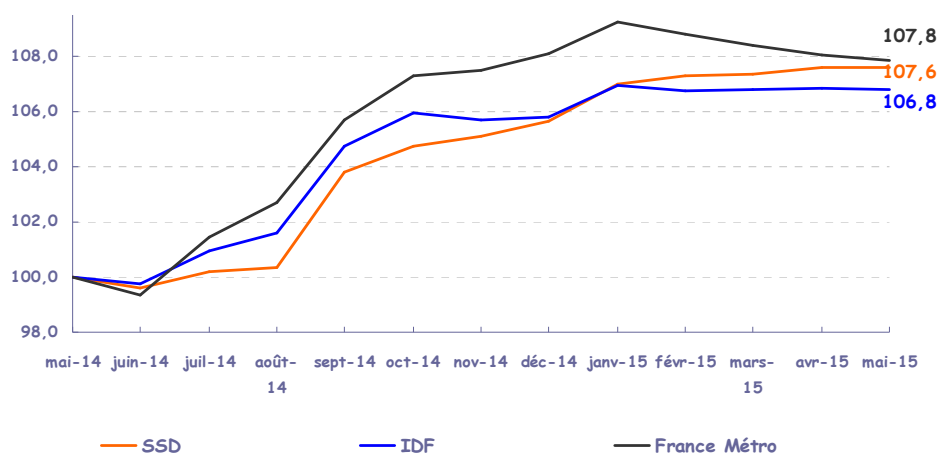
\* Chiffre obtenu à partir de données brutes Sources: Pôle Emploi / DARES

Sur une année glissante (mai 2014 et mai 2015), le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A,B,C est encore en progression sur tous les territoires. En Seine-Saint-Denis l'augmentation est un peu plus faible (+7,8%) que sur le plan national (7,9%) mais plus élevée qu'au niveau régional (6,1%). Sur 3 premiers mois de l'année, les augmentations observées s'élèvent au niveau départemental à 1,1% comme au niveau de la région et à 1,3% au niveau national.

En ce qui concerne les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, c'est au niveau national que l'on observe le taux le plus élevé. (14,3% pour les catégories A,B,C contre 11% pour le département et 10,7% pour la région).

Quant au chômage de longue durée, il touche autant la Seine-Saint-Denis que la France Métropolitaine (43,7%). En Île de France il atteint 43,1%.

Evolution mensuelle du nb de demandeurs d'emploi (catégorie A,B,C)  
mai2014/mai2015 en indice base 100 de février 2014.  
Source : Ministère du travail -site internet (données brutes)-

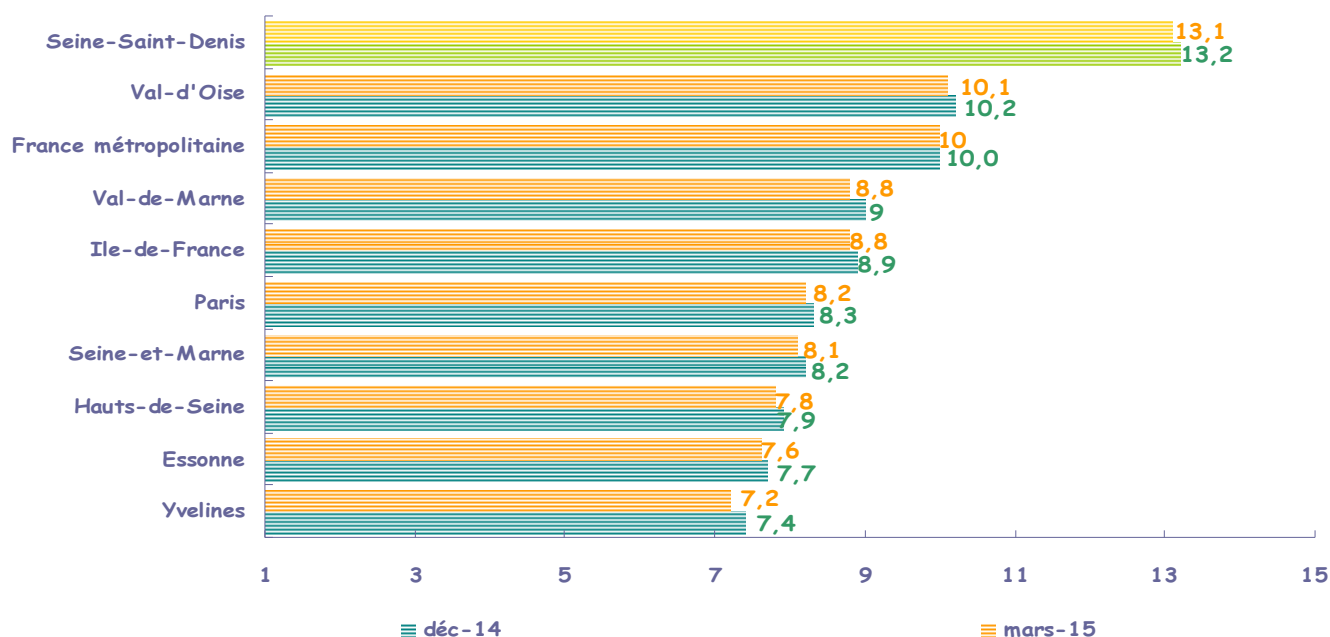


L'observation de l'évolution mensuelle sur une année des demandeurs d'emploi de catégorie A,B,C montre des tendances assez différentes pour les 3 entités. Alors qu'elle semble toujours à la hausse en Seine-Saint-Denis, pour l'IDF la tendance serait plutôt à la stabilité et au plan national, elle tendrait plutôt à la baisse.

## Taux de chômage : Baisse de 0,1 point en Seine-Saint-Denis au 1er trimestre 2015

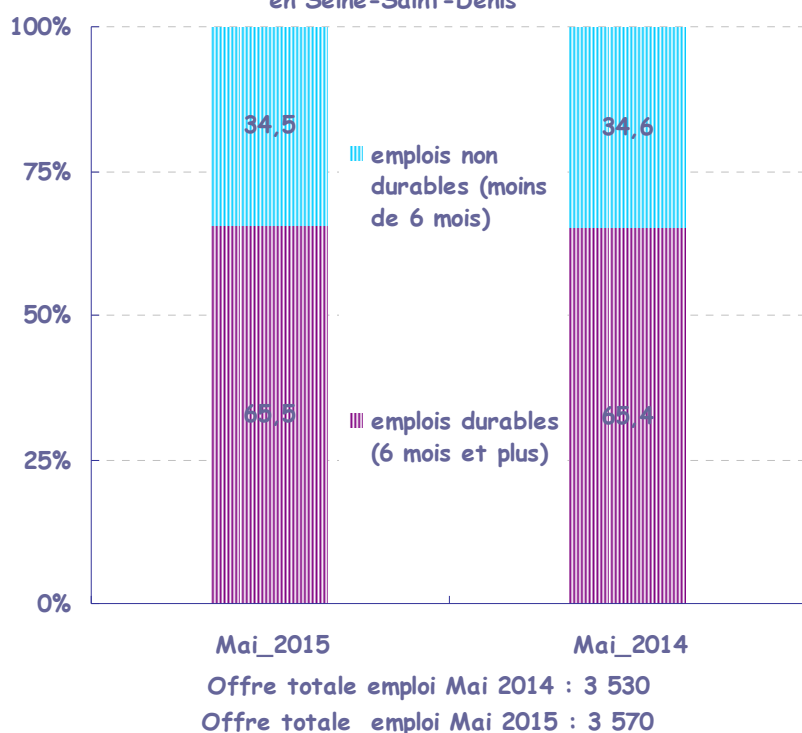
Entre décembre 2014 et mars 2015, le taux de chômage a reculé sur tous les territoires de l'IDF. En Seine-Saint-Denis la baisse enregistrée est égale à la moyenne régionale (-0,1 point). C'est dans les Yvelines et dans le Val de Marne qu'elle est la plus forte (-0,2 point) sur la même période. En France métropolitaine le chiffre est inchangé.

Taux de chômage localisé dans les départements franciliens en décembre 2014 et mars 2015 (Source: Insee)



## Offres d'emploi : Situation stable entre mai 2014 et mai 2015 (Source : Direccte Ile de France)

Offres d'emploi collectées par Pôle Emploi en Seine-Saint-Denis



Globalement, au regard des 12 derniers mois (Mai-2014 à Mai-2015), les offres d'emploi collectées par Pôle Emploi, tendraient à se maintenir en Seine-Saint-Denis (3 570 contre 3 530). Les proportions observées en emploi durable (65,5%) et en emplois non durables (34,5%) en mai 2015 sont quasi identiques que celles observées une année plus tôt, à savoir 65,4% contre 34,6%.



**Le Revenu de Solidarité Active (RSA) :** Les données de décembre 2014 sont les dernières dont nous disposons à ce jour

**Un nombre toujours croissant des allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis : 98 400 en décembre 2014.**

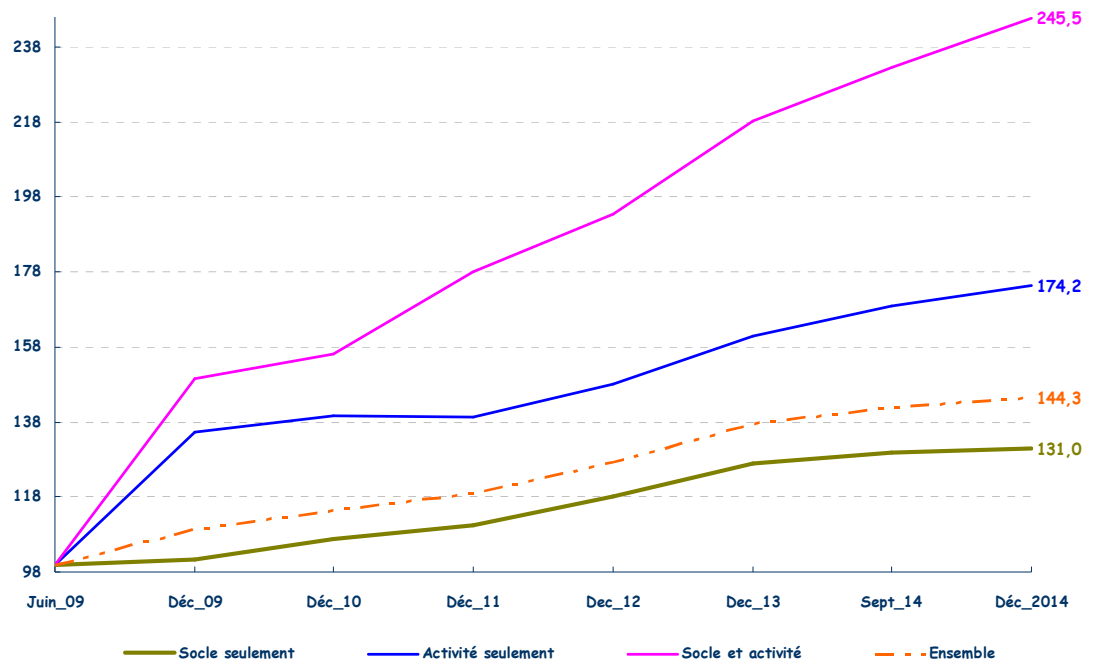
| Période | Socle seulement | Activité seulement | Socle et activité | Ensemble RSA |
|---------|-----------------|--------------------|-------------------|--------------|
| Déc_09  | 54 621          | 13 977             | 6 001             | 74 599       |
| Déc_10  | 57 445          | 14 426             | 6 260             | 78 131       |
| Déc_11  | 59 490          | 14 365             | 7 140             | 80 995       |
| Déc_12  | 63 687          | 15 266             | 7 761             | 86 714       |
| Mars_13 | 64 661          | 15 873             | 8 017             | 88 551       |
| Juin_13 | 66 369          | 16 350             | 8 106             | 90 825       |
| Sept_13 | 67 111          | 16 242             | 8 425             | 91 778       |
| Dec_13  | 68 350          | 16 597             | 8 755             | 93 702       |
| Mars_14 | 66 999          | 16 382             | 8 582             | 91 963       |
| Juin_14 | 68 935          | 17 273             | 8 809             | 95 017       |
| Sept_14 | 70 027          | 17 421             | 9 329             | 96 777       |
| déc_14  | 70 583          | 17 979             | 9 843             | 98 405       |

Comme les trimestres précédents, le nombre d'allocataires du RSA continue de progresser en Seine-Saint-Denis, se rapprochant ainsi de plus en plus de la barre des 100 000 allocataires. En 3 mois la hausse est estimée à 1,85% (+1 760 allocataires de plus) et sur une année, l'accroissement s'élève à +5% soit 4 700 personnes de plus dans le dispositif

Source, CAF/CG

Evolution (en base 100) des différentes composantes du RSA en Seine-Saint-Denis de juin 2009 à décembre 2014 : (Source: site CAF)

A l'image de l'ensemble des allocataires du RSA, les différentes composantes continuent également leur progression. Depuis sa création, le "RSA socle" (ancien RMI) a progressé de 31%, le "RSA activité" de 74,2% et le "RSA Socle et Activité" de plus de 145%.

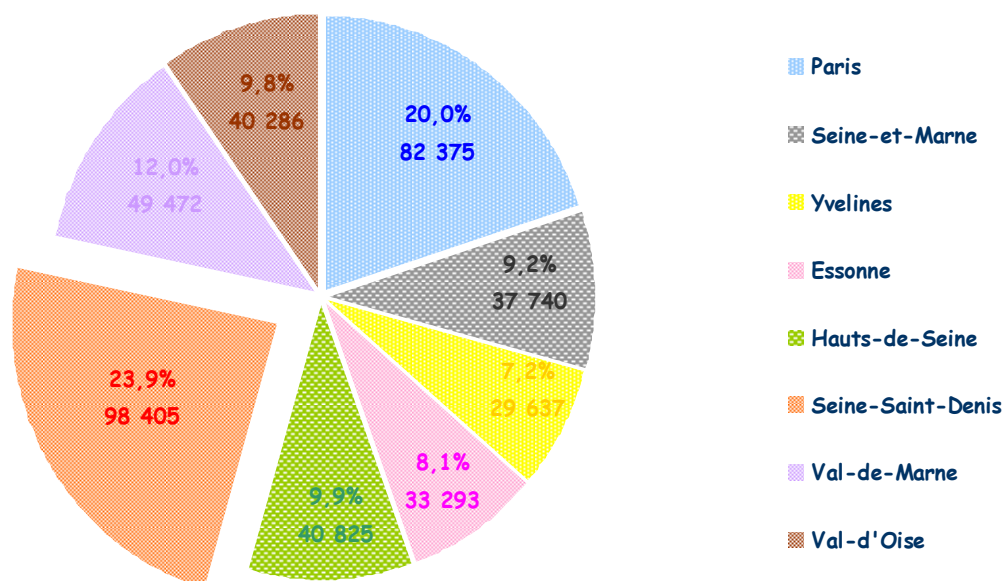


**LEXIQUE :**

RSA socle seul : un foyer allocataire du « RSA socle seul » n'a pas de revenus d'activité, ou bien au moins un de ses membres est en période de cumul intégral [1].  
 RSA socle et activité : les bénéficiaires du « RSA socle et activité » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire. Ils bénéficient donc à la fois du RSA socle (fraction) et du RSA activité.  
 RSA activité seul : les bénéficiaires du « RSA activité seul » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire. C'est cette composante qui est véritablement nouvelle avec la mise en place du RSA et qui sert le plus souvent de référence pour apprécier la montée en charge du RSA.

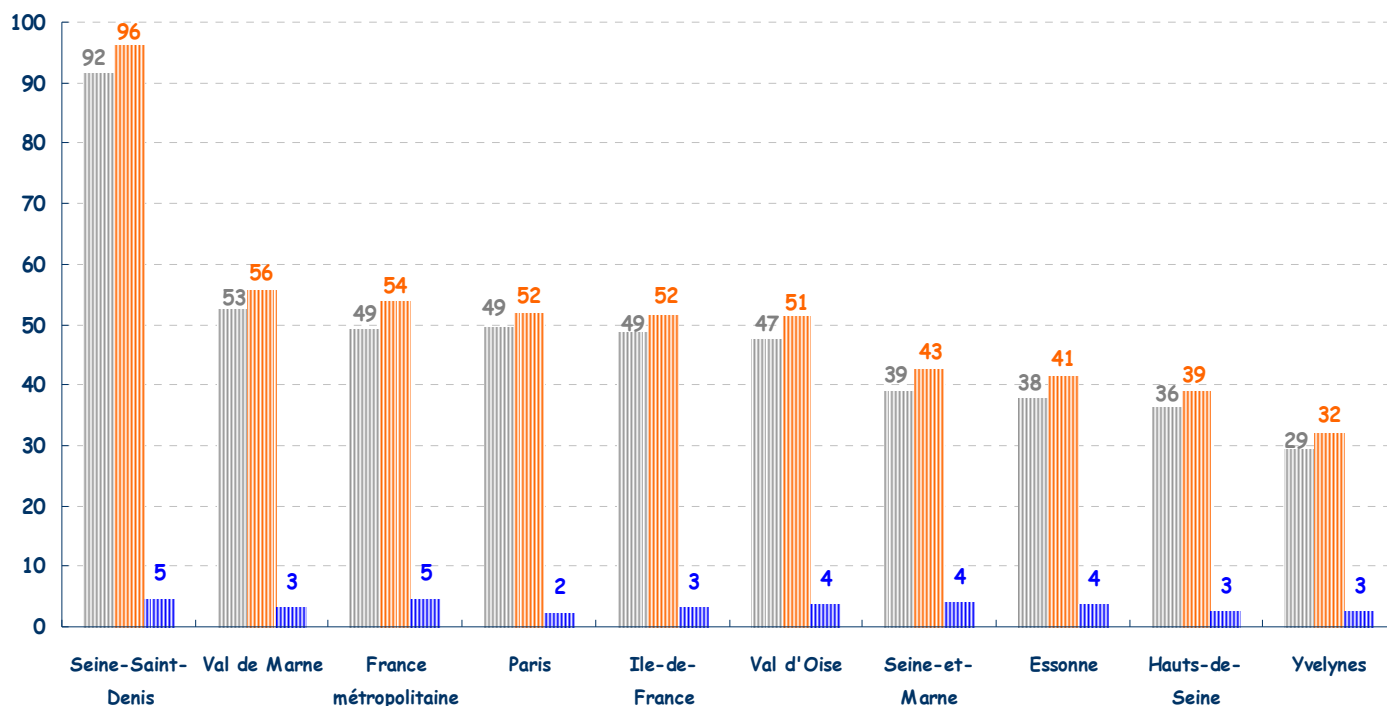
## Plus de 98 000 allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis, soit près de 24% de l'ensemble des allocataires en Ile-de-France

Nombre d'allocataires du RSA selon les départements franciliens en décembre 2014  
(source : Site CAF)



## En Seine-Saint-Denis, 5 personnes sur 1000 âgées de 15/64 ans sont entrées dans le dispositif du RSA entre 2013 et 2014 contre 2 à Paris

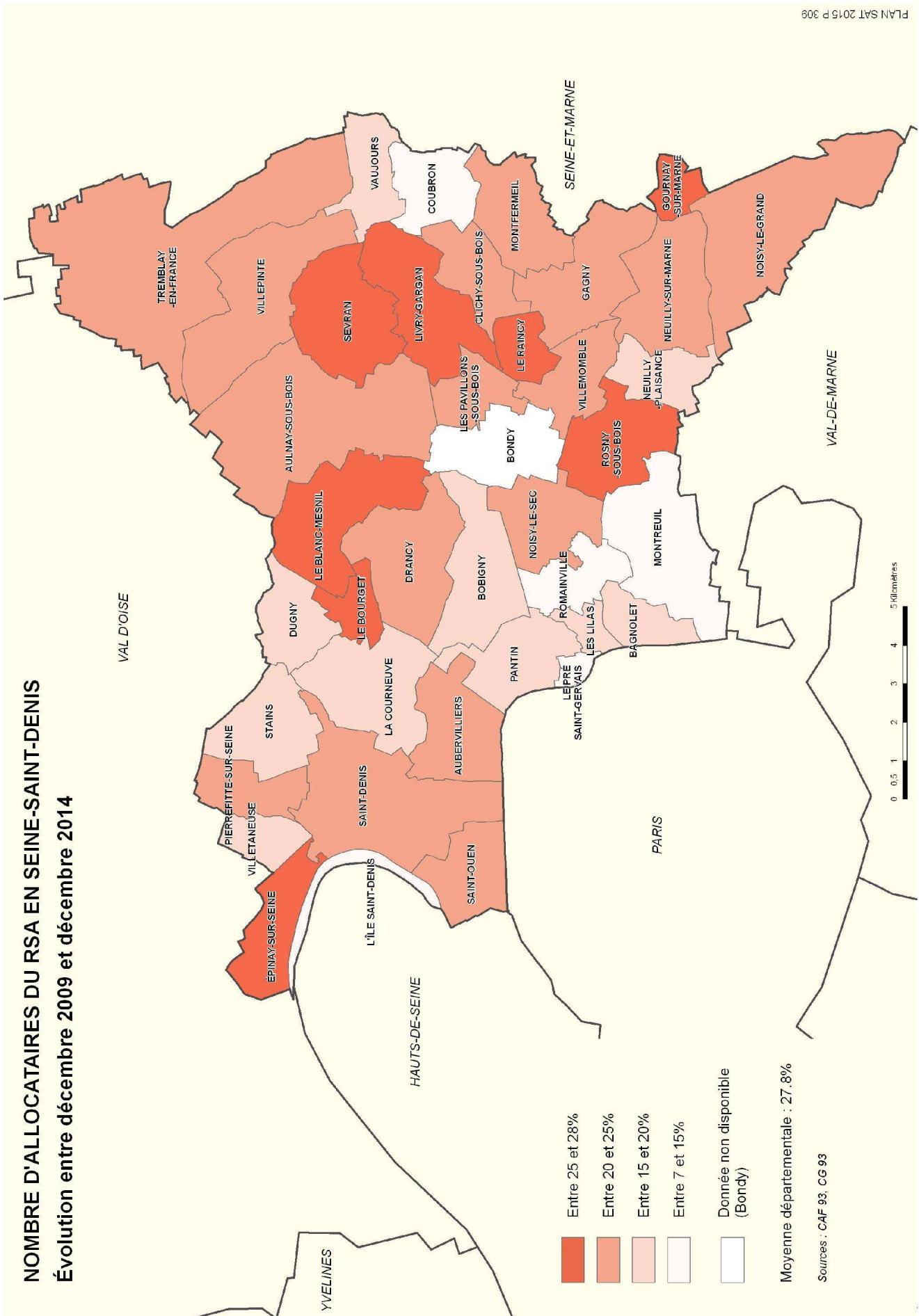
Evolution comparée du nombre d'allocataires pour 1000 personnes âgées de 15-64 ans dans les départements franciliens entre décembre 2013 et décembre 2014 (Sources : Insee, EAR/CAF)



▨ Nb alloc RSA pour 1000 personnes de 15-64 ans\_décembre2013 ▨ Nb alloc RSA pour 1000 personnes de 15-64 ans\_décembre2014  
▨ Ecart de progression 2013/2014

**Forte progression du nombre d'allocataires du RSA depuis sa création en 2009 dans quasiment toutes les communes de la Seine-Saint-Denis**

PLAN SAT 2015 P 308



## LES DEFINITIONS DU CHÔMAGE

- **A - Le taux de chômage du recensement :**

Au sens du recensement, est chômeur toute personne de 15 ans ou plus qui s'est déclarée "chômeur" (indépendamment d'une éventuelle inscription auprès du Pôle Emploi), sauf si elle a déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher de travail.

*Remarque : Cette définition diffère de celles du Bureau international du travail (BIT) et du Pôle emploi. Le chômage au recensement est plus élevé que le chômage au sens du BIT car les personnes inactives ont parfois tendance à se déclarer au chômage alors qu'elles ne répondent pas à tous les critères du BIT.*

- **B - Le taux de chômage au sens du BIT :**

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

*Remarque du Pôle Emploi :*

*« La notion de demandeurs d'emploi inscrits à "Pôle emploi" est différente de celle du chômage BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et, inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi. Le chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse comparative du marché du travail dans différents pays. Seule une enquête statistique peut vérifier si ces critères sont remplis. En France, il s'agit de l'enquête Emploi de l'Insee (voir ci-après) ».*

- **C - Le taux de chômage localisé (à partir du BIT) :**

L'enquête Emploi en continu est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le Bureau international du travail (BIT) sur le chômage. Cependant, la taille de l'échantillon de cette enquête ne permet pas de procéder à des estimations départementales : la ventilation du chômage BIT national par département utilise les séries départementales des DEFM (Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois du Pôle Emploi) pour localiser le chômage (c'est la raison pour laquelle l'utilisation du terme « chômage au sens du BIT » est inappropriée en dehors du calcul national et que le terme « taux de chômage localisé » est employé au niveau infra-national). Le nombre de chômeurs est alors estimé en appliquant le poids du département dans les DEFM de catégorie A au total des chômeurs BIT de la métropole. Ce nombre est ensuite corrigé des variations saisonnières. On en déduit ainsi des taux de chômage localisés qui représentent le rapport du nombre de chômeurs à la population active totale.

## LES CHIFFRES CLES

|            |  |
|------------|--|
| INSEE      | Superficie : <b>236,2 km<sup>2</sup></b>   |
|            | Nombre d'habitants au 1er janvier 2014 (population totale) : <b>1 554 566</b>  |
|            | Part des moins de 20 ans en 2012 : <b>29 %</b>   |
|            | Population active en 2012 : <b>73%</b>   |
|            | Part des foyers non imposables (impôts sur le revenu 2011) : <b>38,9 %</b>   |
| INSEE      | <b>Médiane</b> du revenu disponible par unité de consommation en 2012 en <b>Seine-Saint-Denis</b> : <b>16 609 €</b> (Ile-de-France : 22 180 €) |
| SIREN 2015 | Nombre total d'établissements en Seine-Saint-Denis au 01 Juin 2015 : <b>145 955</b>  |
| INSEE      | Nombre de créations d'entreprises hors régime auto entrepreneur en 2014 : <b>8 459</b>   |
|            | Nombre de création d'entreprises sous le régime auto entrepreneur en 2014: <b>8 546</b>  |
|            | Taux de création d'entreprises en 2014 : <b>18,9%</b>  |
| ACOSS      | Nombre d'établissements privés en 2014 ayant au moins 1 salarié : <b>38 455</b>  |
|            | Effectifs salariés privés en 2014 : <b>466 840</b>   |
| INSEE      | Taux horaire (brut) du <b>SMIC 2015</b> : <b>9,61 en 2014 / SMIC brut mensuel : 1 457,52 €</b>   |

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DE L'INNOVATION - DEEFI -

Directeur : **Charles ASSOULINE**

Ce bulletin est réalisé par l'équipe de **Pôle Veille Economique**

**Nathalie JOLY** : njoly@cg93.fr

Démographie – Emploi – Enquêtes

**Virgile ADJAH**I : vadjahi@cg93.fr

Etudes - Statistiques - Enquêtes

**Raymond LEHMAN** : rlehman@cg93.fr

Actualités départementales - Grandes entreprises - Aménagement commercial

**Dorssaf ZAH**ER EL ALAOUI : dzaherelalaoui@cg93.fr / Tel : 01 43 93 86 45

Contact et Abonnement

Sous la responsabilité de :

**Jean-Luc PARISOT**, Directeur adjoint



[www.seine-saint-denis.fr](http://www.seine-saint-denis.fr)